

Le "LIB" saisi parce qu'il disait

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 405
JEUDI 18 NOVEMBRE 1954
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10^e)
D.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.
26 n° : 500 Fr. ; 13 n° : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.
26 n° : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

la
vérité

NOUS NE NOUS TAIRONSPAS!

Face à l'atroce répression

ES nouvelles qui ont pu nous parvenir ces jours derniers malgré le « ratissage » du courrier n'ont fait que confirmer ce que nous annoncions dans notre numéro précédent saisi par les soins de la police. Ces nouvelles éclairent d'une façon éclatante les semaines de la presse bourgeoisie qui après avoir méprisé les « terroristes » reconnaît que la lutte sera dure et longue, que les « fellaghas » qui tiennent l'Aurès sont solidement armés et organisés. Cela confirme en particulier les précisions que nous donnions dans l'article où nous expliquions pourquoi et comment les groupes étaient armés sans qu'il soit besoin de faire intervenir les appuis de l'étranger.

L'opération « Peigne fin » qui a été déclenchée dans l'Aurès n'a jusqu'ici donné aucun résultat. On nous a parlé de l'accrochage sérieux qui aurait fait 2 ou 3 morts et blessés de part et d'autre, mais comment vérifier alors que les communiqués reconnaissent que morts et blessés sont emportés ? Naturellement les témoignages des loyalistes affluent au gouvernement général de la part des populations (on sait comment sont fabriqués ces témoignages) !

Mais alors que la presse coloniale ait monté en épingle la mort d'une institutrice tuée dans des circonstances bien particulières (elle se trouvait dans la même voiture que le caïd, personnage seul visé, et nous avions donné

un article détaillé à ce propos dans notre numéro saisi), on oublie de dire qu'un obus lancé par les « forces de l'Ordre » est tombé sur une école à Yabous !

86 dépôts de bombes ont été découverts dont le plus important dans un puits d'un village de la banlieue d'Alger, mais il faut savoir que les policiers en perquisitionnant apportent souvent eux-mêmes bombes et armes de guerre. C'est le procédé utilisé pour justifier la terreur contre le M.T.L.D. Son secrétaire général l'a précisé dans sa déclaration.

Tous ceux qui sont arrêtés passent aux aveux : tortures. Rappelons que Moulay Merbach, secrétaire du M.T.L.D.,

n'a été placé sous dépôt que sept jours après son arrestation et un dirigeant des scouts musulmans quatre jours après son arrestation. De temps en temps, les « forces de l'Ordre » font quelques cartons sur les habitants transformés par la circonstance en hors-la-loi ou en chefs afin d'alimenter le communiqué et de calmer l'impatience des colons, chez lesquels l'atmosphère n'a jamais été plus favorable au « ratissage » et même des massacres comme ceux de 45 dans le Constantinois. Mais ils ont accepté d'attendre car ils font confiance à Mendès qui est leur homme ; la Fédération des Maires n'a-t-elle pas félicité le gouvernement pour la rapidité avec laquelle les renforts sont arrivés ?

Mais le massacre par milliers des musulmans peut se déclencher avec la complicité de Mendès-Mitterrand. Et cela malgré le calme extraordinaire que montre la population musulmane, non parce qu'elle approuve Mendès mais parce qu'elle veut déjouer toutes les provocations.

La classe ouvrière, l'avant-garde révolutionnaire ne peut se contenter de l'attitude de la C.G.T. algérienne se limitant à envoyer des délégués au préfet qui ne les reçoit jamais d'ailleurs, ou de l'attitude douteuse du P.C. algérien.

FONTENIS.

(Suite page 2, col. 6.)

- Le "Lib" du 11 novembre saisi ;
- Perquisitions à nos locaux ;
- Militants arrêtés ;
- Inculpation d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat !

Le gouvernement au service des exploiteurs et du colonialisme s'acharne contre la F.C.L.

Dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11, deux de nos camarades, dont un jeune sympathisant étaient arrêtés alors qu'ils collaient une affiche éditée la veille pas la F.C.L. et intitulée « Vive l'Algérie Libre ».

Le Procureur décide alors de saisir l'affiche, de saisir le Libertaire, n° 404, sortant des presses et spécialement consacré aux événements d'Algérie. Des poursuites pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » étaient ordonnées tandis que nos camarades arrêtés étaient interrogés par la Brigade Criminelle de la P. J. puis envoyés au Dépôt. Des perquisitions étaient effectuées sans résultats à leur domicile ainsi qu'aux sièges de la F.C.L. cernés par une nuée de policiers. A notre permanence du 145, quai de Valmy, étaient saisis tous les exemplaires du Libertaire destinés à la vente à la criée par les groupes et aux envois d'abonnements de propagande. La saisie s'étendait aux gares, postes, etc., et bien peu seront nos camarades qui auront pu recevoir leur journal, parvenu avant la saisie. Un fier numéro que nous ne sommes pas disposés à renier pas plus que l'affiche incriminée où seule la surprenante perspicacité de Mitterrand et de ses services a pu voir un appel contre la « sûreté extérieure » de leur Etat ?

Nos camarades Fontenis et Joulin, interrogés à la Brigade Criminelle n'ont pas manqué de faire remarquer que l'affiche, comme le Libertaire, ne faisaient que constater un fait : la révolte des prolétaires algériens surexploités n'a pour cause que 124 ans de spoliation et de brigandage colonialiste.

Il est vrai que les hommes du pouvoir peuvent invoquer ce que bon leur semble pour étouffer la voix de la vérité. Leur but : faire taire à tout prix la seule organisation qui combat leur colonialisme avec courage et en développant son influence.

Et voici les « criminels » : deux collets d'affiche, et les responsables de notre F.C.L. que l'on veut traîner devant les tribunaux parce que l'on pense ainsi ruiner le crédit de notre organisation et la décapiter.

Mais ces messieurs se trompent. De partout les témoignages de sympathie affluent, les souscriptions s'ajoutent aux souscriptions et c'est un Libertaire plus lu et une F.C.L. plus puissante que la bourgeoisie colonialiste retrouve devant elle.

Nous ne nous tairons pas !

LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE.

L'ALGERIE ET LA FRANCE

Problème politique ou économique ?

M. Mitterrand, ministre de l'Intérieur, pense que l'Algérie est constituée par trois départements français. Il se refuse à considérer qu'il existe là-bas, un problème politique spécial, problème attaché au colonialisme et à la présence des colonisateurs. Il accepte tout au plus que se pose en Algérie un problème social, absolument détaché du moindre contenu politique.

M. Mitterrand armé des textes officiels, a étudié le problème algérien comme il aurait étudié le problème breton si toutefois les Bretons étaient autonomistes. Ce qui est impensable.

Le ministre a raisonnable ainsi sans toutefois croire beaucoup à ce qu'il disait. Il a seulement obéi à un certain nombré d'intérêts !

Un peu d'histoire

Les Français, après les discours et déclarations du ministre ont sans doute ouvert un livre d'histoire pour se rendre compte par eux-mêmes du sérieux de l'information qui leur était donnée.

Qu'ont-ils lu ?

Ils ont lu que le 14 juin 1830 les forces françaises avaient débarqué par

surprise « sans déclaration de guerre » à Sidi-Ferruch et que 21 jours plus tard, le 5 juillet, elles étaient à Alger.

Les Algériens avaient résisté mais avec un armement désuet...

L'invasion complète du pays allait peu à peu se poursuivre sous la direction de Bugeaud. On assiste alors à une guerre d'extermination. L'action menée est excellente résumée par le général Bernard ministre de la guerre en 1833 :

« Il faut se résigner à refouler au loin, à exterminer, la population indigène. Le ravage, l'incendie, la ruine de l'agriculture sont peut-être les seuls moyens d'établir solidement notre domination ». Le 23 décembre 1847, dix-sept ans après le débarquement Abdel Kader se rend. L'Algérie est colonie française.

Des insurrections nationales en 1871, 1881, 1892, 1916, 1945 vont prouver aux colonialistes que le peuple algérien n'abandonnait pas et poursuivait son combat libératrice.

Trois départements français ?

Le colonialisme évoluait pendant ce temps. Il joignait toujours la force et la ruse pour assurer sa survie.

M. MALLA.

(Suite page 2, col. 3.)

Pour un Comité de lutte contre la répression colonialiste

Lettre du Comité National de la FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE à toutes les organisations et individualités anticolonialistes

FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

COMITÉ NATIONAL
SECRETARIAT AUX RELATIONS EXTERIEURES

145, quai de Valmy, Paris (10^e)

Paris, le 14 novembre

Camarades,

Vous avez appris quelles mesures de force ont été prises à notre égard.

Il nous semble que cette situation nous qualifie particulièrement pour rechercher les moyens de rendre le plus efficace possible le combat anticolonialiste.

Les informations que nous recevons d'Algérie nous font craindre qu'un massacre du même genre que celui du Constantinois en 1945, ne se renouvelle.

Nous vous proposons donc une rencontre entre les représentants de toutes les organisations anticolonialistes, afin de constituer un Comité de lutte contre la répression colonialiste qui prendrait immédiatement l'initiative d'une puissante campagne contre les menées de l'impérialisme.

Nous vous demandons, camarades, de nous répondre au plus vite afin que nous puissions convenir d'une première réunion dans un délai d'une semaine environ.

Recevez, camarades, notre salut révolutionnaire.

Pour le Comité national, Le secrétaire aux relations, M. DONNET.

MESSAGES DE SYMPATHIE

Le sort attristant de François Mitterrand

Notre camarade le poète Armand Robin, est venu spontanément nous apporter le témoignage de sa solidarité. On lira ici ce que lui a inspiré l'attitude du pré-maire fil de France.

Le malheur atteint promptement quiconque trahit le sort commun de se mettre hors la loi, c'est-à-dire pour entrer dans les gangs

Daniel GUÉRIN

Daniel Guérin, Auteur de « Au Service des Colonisés », adresse son accord total avec le Libertaire saisi n° 404 relatif aux événements d'Algérie et adresse un message de solidarité à la F.C.L. et à ses militants poursuivis.

D'autre part, en tant que

vous voulez savoir ce qui se passe chez nous, relisez les aveux de la presse bourgeoise sur les événements de mai 1945, dans le Constantinois.

Les colonnes infernales

Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation pacifique se déroulait. Simplement parce que derrière les

scouts musulmans flottait le drapeau algérien — vert et blanc — la police tira, la foule se défendit... Voilà comment ça commença. Pendant un mois et demi à travers tout le département, les groupes mobiles vont ramener l'ordre. Il m'a été donné de constater l'un des premiers l'étendue du désastre, écrit M. Sablier dans le *Monde* du 3 novembre... Des exécutions sommaires frappaient le plus souvent au hasard. Les meutes étaient détruites; de misérables gourbis vidés de leurs habitants comme de leur pâtre mobilier. Jour après jour l'exaspération montait. Un peu partout dans les villes des camps de barbelés « abritant » des centaines de suspects arrêtés. Sur les routes la plupart des Musulmans rencontrés tenaient les bras levés. Les colons circulaient fortement armés. Un peu partout on assistait à des « interrogatoires » publics. Le bilan précis est impossible à établir : les victimes de l'émeute atteignent le nombre de 120. Celles de la répression, selon les témoignages les plus sûrs : 45.000 !

Les premiers responsables Les « colonnes infernales » recommencent aujourd'hui de la même manière : parbleu, Mendès-France était ministre de de Gaulle en 1945 ; il applique la même méthode.

Devant une telle répression le parti communiste algérien ose déclarer (8 novembre) : « L'Administration colonialiste vise à intimider les Algériens qui luttent contre le régime colonial... »

« En même temps l'Administration ouvre la voie aux mesures d'exception... »

La conclusion ? « Renforcez l'union pour barrer la route à la répression » (!) (Suite page 2, col. 1.)

LES ÉVÉNEMENTS D'ALGÉRIE

Marseille et Bône

A Marseille, sans arrêt, les navires embarquent pour l'Algérie troupes, matériel, C.R.S., gardes-mobilisés, etc.

Si vous voulez en avoir la liste, vous la trouverez dans « L'Humanité ». Mais ce que vous ne trouverez pas dans le journal de Duclos-Fajon, c'est le moindre appel, même des syndicats ouvriers C.G.T., à ne pas aider à la répression outre-Méditerranée.

En revanche, à Bône, au moment du débarquement des parachutistes, le port a été complètement évacué ; les gardes-mobilisés interdisaient aux dockers (tous musulmans) d'y pénétrer.

C'est qu'à Bône la direction du syndicat des dockers est assurée par des ouvriers révolutionnaires.

A Marseille, elle l'est par des Colombini, membre du Comité central du P.C.F. et autres salariés de Billoux, Molino et compagnie.

Cela montre que le parti communiste français remplace, comme parti parlementaire et capitaliste, le parti socialiste S.F.I.O. qui prend la place des radicaux-militaristes !

Moralité : Ne comptez que sur vous-mêmes ; remplacez les permanents installés à perpétuité par le P.C. à la tête de vos syndicats par des camarades révolutionnaires !

(Correspondant, la Joliette.)

TRAVAILLEURS AU COMBAT

A la C.I.T. (Paris 15')

La Productivité en l'air

A la C.I.T. (Compagnie Industrielle des Téléphones, filiale du trust américain I.T.T.) la direction en met un coup pour développer la productivité, truc du grand patronat et de son fondé de pouvoirs Mendès-France.

La direction filme les ouvriers pour... « leur apprendre à supprimer les gestes inutiles », c'est-à-dire pour les transformer en machines à surproduire jusqu'à épuisement !

Lorsque les opérateurs sont arrivés dans l'atelier des bobineuses, les ouvrières se sont montrées charmantes, grand tralala ! Mais au moment où ces messieurs allaient tourner, elles ont arrêté le boulot.

Bien joué ! La productivité est en l'air.

Faites connaître ça partout.

(Correspondant.)

Dans les mines de potasse d'Alsace

A Witteheim

Un grave accident à la mine Théodore

La mine Théodore vient d'être deux jours à peine après la tragédie qui avait coûté la vie à un mineur le théodore d'un nouvel accident. La victime en est Stanislas Rodzinski domicilié à la cité Sainte-Barbe à Witteheim, qui a été pris sous un bloc de sel tombé du plafond de la galerie au cours de la nuit de samedi à dimanche, vers 1 h. 30. Souffrant de plusieurs fractures de côtes, M. Rodzinski fut transporté à l'hôpital dans un état très grave, car des os brisés avaient pénétré dans les poumons. M. Rodzinski est marié et père de trois enfants.

En Alsace

Le thorax enfonce par une berline, un mineur trouve la mort à la mine Marie-Louise

Un nouvel accident mortel vient de se produire dans une mine du bassin potassique, arrachant à sa femme et à ses cinq enfants un brave ouvrier mineur. L'accident est arrivé à 1 h. 15, nuit de vendredi à samedi à 1 h. 15, au fond de la mine Marie-Louise où le mineur Alphonse Sonntag, 50 ans, a été pris sous une berline et coincé contre le parement de la galerie. Le thorax et le bassin enfonce, le malheureux fut aussitôt remonté à la surface, et transporté à l'hôpital, mais il ne devait pas tarder de succomber, trois quarts d'heure après, à ses terribles blessures.

L'insécurité, la surexploitation sont cause de tous ces accidents tragiques. Le patronat se moque bien de la vie des ouvriers, pourvu qu'il remplisse ses poches !

Mais c'est à nous, aux ouvriers de la mine, d'exiger des conditions de travail normales, d'arracher notre sécurité aux patrons et, pour ceci, nous devons organiser la lutte. Tous à la tâche !

Correspondant (Mulhouse).

Soutiens de Mendès-France

(Suite de la première page.)

Vous avez bien lu : « On vise à « intimider », on « ouvre la voie » aux mesures d'exception !

Pourquoi le P.C.A. cache-t-il que le Haut-Commandement des opérations (militaires et de la répression) installé à Batna est assuré par un Haut Policier de la Sécurité d'Algérie et par le Chef de Cabinet de Mendès-France.

D'ailleurs, c'est bien le ministre Mitterrand qui a déclaré « La seule négociation, c'est la guerre ».

Par conséquent les premiers responsables des colonnes répressives, des morts, des arrestations et des tortures sont le ministre Mitterrand et son patron, Mendès-France. C'est une complicité avec eux de ne pas dire cela !

Complicité honteuse

Pourquoi la direction du Parti communiste algérien le cache-t-elle ?

Parce que ces gens n'écrivent que ce que leur téléphonent Duclos et

Collection
"Masses et Militants"

Michel CROZIER

Usines et Syndicats d'Amérique

« Les relations entre patrons et ouvriers aux U.S.A. »

Un volume..... 420 francs

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, av. Sœur Rosalie, Paris (13e)

Dans le Bâtiment

Grève à l'Entreprise Laruelle

Chantier des Epinettes (Paris)

C.G.T. — C.G.T.-F.O.

C.F.T.C. — C.N.T.

ENTREPRISE LARUELLE

CHANTIER DES EPINETTES

APPEL AUX CAMARADES

DU BÂTIMENT

Camarades,

C'est avec fierté que nous tenons depuis trois jours une grève revendicative sur le chantier.

Nous demandons :

1° Respect du droit syndical;

2° Maintien du quart d'heure de casse-croûte;

3° Révalorisation des salaires : 180 fr. pour les manœuvres; 250 fr. pour les compagnons.

4° Respect des us et coutumes de notre corporation;

5° Maintien à son poste du chef de chantier licencié en raison de sa sympathie pour ses ouvriers et son soutien dans la lutte qu'ils mènent pour le respect de leurs droits.

Nous faisons appel à votre solidarité pour nous aider à gagner cette lutte qui créeira, lorsque nous aurons vaincu le patronat, un précédent, et vous permettra d'obtenir satisfaction à votre tour.

UNIS nous TRIOMPHERONS !!! VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE !!! VIVE LE BÂTIMENT !!!

Et que VIVENT NOS SYNDICATS !!!

Cette grève de jeunes et de manœuvres la plupart des compagnons ayant pris leur compte, cette unité syndicale, ce tract ci-dessous distribué dans les chantiers du bâtiment, sont la meilleure réponse aux prétentions de CUSTLER, larbin du patronat. Ce chien n'aime pas, en effet, qu'un chef de chantier fasse corps avec la classe ouvrière, défende les manœuvres qui refusent de faire des heures supplémentaires ou veulent leur quart d'heure de casse-croûte.

Il a beau menacer de laisser pourrir la grève, interdire, lui et ses sous-ordres, l'entrée des autres chantiers aux délégués du comité de grève, faire promener des flics autour du chantier, faire interpeller par ceux-ci les camarades distribuant des tracts, la solidarité joue en faveur des grévistes décidés à tenir le coup.

Et les marches de pioches sont prêts à intervenir contre les briseurs de grève.

Camarades du bâtiment, souscrivez et collectez dans vos chantiers pour soutenir la lutte de ces jeunes manœuvres.

Envoyez les fonds à C.C.P.R. Joulain 5561-76 Paris en mentionnant : « Grève Laruelle ». Le Groupe F.C.L du Bâtiment.

Superhiérarchisation dans la fonction publique

Le budget Mendès-France — un budget Laniel — ne veut rien accorder aux travailleurs

Nos progressistes et Front populaires ont bonne mine : leur homme, Mendès-France, qui devait tout changer dans le cadre du régime, sans Révolution, est contraint de faire la même politique que ceux qu'il condamnait. Comme nous l'avions annoncé d'ailleurs.

Ce que l'on sait déjà du budget apporte une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, de la justesse de nos prévisions.

Mais c'est à nous, aux ouvriers de la mine, d'exiger des conditions de travail normales, d'arracher notre sécurité aux patrons et, pour ceci, nous devons organiser la lutte. Tous à la tâche !

Correspondant (Mulhouse).

compagnie. Ils ne peuvent même dénoncer Mendès-France, parce que leurs patrons de Paris sont toujours en combines avec le Gouvernement.

Voilà pourquoi les Musulmans quittent le P.C. algérien, car ils s'apprêtent qu'il est une simple succursale de la maison Duclos, de Paris.

Voilà pourquoi aussi les travailleurs musulmans d'Algérie en ont assez de voir leurs syndicats aux mains de ces gens qui même pour leurs revendications étaient souvent un esprit raciste.

Le mécontentement est si profond dans les syndicats, que Françon est venu lui-même à Alger pour essayer de convaincre ses permanents d'atténuer leur racisme afin de conserver la direction.

Encore une fois, les travailleurs algériens payent de leurs souffrances et de leur sang leur lutte pour la liberté. Mais dans cette lutte ils constatent qu'en Algérie comme en France, le P.C. n'est plus révolutionnaire.

Les gens de la rue des Tanneurs (siège du P.C.A., à Alger), se sont disqualifiés.

Le mouvement révolutionnaire — et le mouvement syndical — passeront à ceux qui sentent sur leur peau ce que représente toujours le gouvernement de Paris.

(Correspondant de Hussein-Dey.)

Jeune Révolutionnaire

Pour la diffusion, passez dès aujourd'hui vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10e). C.C.P. Jeune Révolutionnaire, Paris 11772-56.

Abonnement : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

Chez Hispano-Suiza

Au Comité d'Entreprise

Le Comité d'Entreprise de chez Hispano, à majorité de membres du P.C.F., vient de renvoyer 5 personnes. Quatre appartiennent à la C.G.T. (Ganel, Caudron, Poupin, Léger) et cinqième est nord-africain.

Ganel est économie. On vient de devant le réfectoire, ce Nord-africain essayait de se disculper devant 3 élus du C.E. Embarras de leur part et aucune réponse, devant le petit atterragement qui s'était formé.

Le motif évoqué plus haut, que l'un des élus m'avait donné devant mon instance, il ne l'a pas répété en public, devant le gars, qui se serait peut-être disculpé.

A mon avis, les 5 gars sont visés ; les élus du C.E. ont besoin de ces 5 places pour y mettre des gens qui leur plairont.

D'autre part, pour la Fête de l'Humanité, des victuailles sont achetées par le C.E. S'il ne s'en vend que la moitié à la fête, le reste est réservé le lundi aux travailleurs d'Hispano. La partie qui a été vendue à la fête n'est certes pas payée par le C.E., mais un fait est là : les travailleurs d'Hispano mangent les restes !

Les élus du C.E. sont dans l'ensemble, des gens sincères.

Mais voilà où les conduit le fait d'obéir sans discernement aux ordres des dirigeants du P.C.F. Leurs méthodes sont assimilables à celles du patronat.

ROGER (Correspondant)

A Toulon ça continue

La lutte de classe... dans le P.C.F. !

Elle s'exprime dans un tract qui dit entre autre :

« Les nouveaux projets économiques de Mendès-France, bénis par le parti socialiste et par les dirigeants communistes, ne comportent que des avantages pour nos exploiteurs et des sacrifices supplémentaires pour nous.

AUX RICHES LA DETAXATION, LES RABAIS SUR L'IMPÔT, ET AUX OUVRIERS, LA PRODUCTIVITÉ.

Pourquoi ne pas combattre ces projets criminels ?

Parce que Mendès-France a signé la paix en Indochine ? Ce sont des dirigeants aveugles ou corrompus qui ont fait de lui l'homme de la Paix, alors qu'en réalité, il signait contraint et forcé, le traité imposé par l'armée populaire du Viêt-Nam victorieuse.

Parce que Mendès-France a fait avorter la C.E.D. ? Est l'homme de la finance anglaise, il veut une Europe anti-soviétique unie, sans les Américains, mais avec les militaires allemands.

Parce que la paix dans l'ensemble, des gens sincères.

Mais voilà où les conduit le fait d'obéir sans discernement aux ordres des dirigeants du P.C.F. Leurs méthodes sont assimilables à celles du patronat.

S'unit avec ces gens-là, avec ces

ennemis, c'est ce qu'on nomme le « Front National Uni ».

Cela date de septembre 1952, il y a deux ans. Un Comité central communiste aveugle ou servile a adopté le « Front National » de collaboration de classes, en même temps qu'il votait l'expulsion des camarades André MARTY et Charles TILLON.

De vrais dirigeants révolutionnaires auraient fait obstacle aux trahisons qui se succèdent depuis deux années; c'est pourquoi on a forgé de vains prétextes et calomnié pour les exclure.

Souvenez-vous des belles grèves d'août 1953, trahies au moment où l'Etat et les patrons, pris à la gorge, allaient capituler.

Souvenez-vous de la grève des tramways Toulonnais, victorieuse malgré le silence du « Petit Vélo » et l'absence de solidarité organisée par la C.G.T. qui n'en voulait pas...

Quand les colonialistes se réjouissent d'avoir sauvegardé grâce à Mendès-France, une partie de cette Indochine qui se libérait irrésistiblement, « l'Humanité » ose lancer des appels pour que soient aidés et honorés les mercenaires du Corps Expéditionnaire.

Si vous voulez sauver le mouvement ouvrier révolutionnaire et notre liberté, nos intérêts et la paix, il est grand temps de crier partout ces vérités...

Le tract est signé par « huit militants exclus du P.C.F. pour avoir refusé le Front National Uni et l'élimination des camarades André MARTY et Charles TILLON » (surlignent les huit noms).

Il y eu au moins 22 exclusions ordonnées sans discussion, par Servin, chef de la police secrète du P.C.F., venu cinq fois à Toulon ! Servin a même annoncé la liquidation du député Bartolini, ancien secrétaire du syndicat unifié de l'Arsenal !

Cela n'a rien arrangé ! Au contraire, dans tout le département la lutte de classe continue au sein du P.C.F.

même ayant retenu leurs places — que nous ça n'avait pas lieu.

Succès que prouvent non seulement l'affluence mais aussi la solidarité généreuse de notre public qui laisse 44 000 francs de souscriptions (chiffre jamais atteint les années précédentes), avant de quitter la salle. La déception de ne pas avoir entendu quelques artistes, déjà cité dans le tract, à la qualité de l'ensemble du spectacle, fut effacée totalement par l'élan de compréhension fraternelle qui a soudé l'immense majorité du public de notre gala à notre Libertaire et son Comité d'Entreprise.

La Commission des Fêtes.

Messages de sympathie

(Suite de la première page)

tré, lui l'officiellement séminant, en plus embarrassé des déclarations.

Puis ce sont les Algériens qui se soulèvent... Les hommes après le sol... C'est trop de malchance ! Alors on questionne au 145, quai de Valmy, dans le local du « Libertaire » : c'est plus facile à réaliser que le massif de l'Aurus.

C'est toujours un grand sujet d'étonnement que de voir un homme d'esprit se mettre de la police. Ce métier est

Nous remercions ici les organisations et Comités qui nous ont donné un té